**Son Excellence Madame Paetongtarn Shinawatra**

Première ministre de Thaïlande

S/c de Son Excellence Sarun Charoensuwan

Ambassadeur de Thaïlande en France

**Ambassade Royale de Thaïlande en France**

8, rue Greuze 75116 Paris

Courriel: [contact.par@mfa.go.th](mailto:contact.par@mfa.go.th)

|  |
| --- |
| **[Partie à remplir par l’expéditeur]**  **Nom :**  **Prénom :**  **Adresse :** |

**Objet : Appel pour la libération d'Arnon Nampa et la protection des droits humains en Thaïlande**

Madame la Première ministre,

À la suite des informations reçues de l’ACAT-France, je me permets de vous écrire pour exprimer ma profonde préoccupation concernant la situation alarmante des droits humains en Thaïlande, en particulier celle de l'avocat et défenseur des droits humains, Arnon Nampa. Le traitement inhumain et dégradant qu'il a subi lors de son procès le 28 mai 2025, où il a été contraint de comparaître les jambes entravées par des chaînes, constitue non seulement une violation de la législation thaïlandaise, mais également de vos engagements internationaux en matière de droits humains.

Arnon Nampa, fervent défenseur de la démocratie, a été condamné à une peine totale de 24 ans d'emprisonnement pour avoir exercé pacifiquement sa liberté d'expression. Son cas illustre l'acharnement judiciaire dont sont victimes de nombreux militants en Thaïlande, qui osent s'opposer à l'autorité et plaider pour un changement démocratique. Il est impératif de libérer immédiatement et sans condition Arnon Nampa ainsi que tous les activistes et dissidents pro-démocratie actuellement détenus dans ce contexte.

Conformément à votre promesse faite lors de votre campagne électorale de 2023, je vous exhorte à engager un débat parlementaire sur des mesures visant à empêcher l'utilisation des accusations de lèse-majesté comme outil politique.

La dignité humaine et le respect des droits fondamentaux doivent être au cœur de notre société. Je vous demande de prendre des mesures concrètes pour garantir que la Thaïlande respecte ses obligations internationales et protège les droits de tous ses citoyens.

En vous remerciant par avance de l’attention que vous porterez à cette question cruciale, et en espérant sincèrement que vous agirez en faveur de la justice et des droits humains en Thaïlande, je vous prie d’agréer, Madame la Première ministre, l’expression de ma haute considération.